

3° in hoofdstuk IV, als volgt de inschrijving wijzigen van de hierna vermelde specialiteitsverpakkingen :

3° au chapitre IV, modifier comme suit l'inscription des conditionnements des spécialités ci-après :

criterium — Critère	Benaming en verpakkingen — Dénomination et conditionnements	Opmerkingen — Observations	Basis van tegemoetkoming — Base de remboursement	Aandeel van de recht-hebbende beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963 — Intervention du bénéficiaire visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963	Aandeel van de recht-hebbende, andere dan deze beoogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963 — Intervention du bénéficiaire, autre que celui visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963
C-13	— § 15 SANDOGLOBULINE Sandoz * pr. fl. lyoph, I.V. à 3 g + solv.		5 992,—		
B-154	— § 33 DENOL Brocades 112 compr. à 120 mg * pr. compr. à 120 mg		1 309,— 9,76	196,—	300,—

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 april 1988 met uitzondering van de bepalingen van artikel 1, 3° wat de specialiteit SANDOGLOBULINE Sandoz betreft, die in werking treden op 1 maart 1988.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 februari 1988.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :  
De Minister van Sociale Zaken,  
J.-L. DEHAENE

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er avril 1988, à l'exception des dispositions de l'article 1, 3° en ce qui concerne la spécialité SANDOGLOBULINE Sandoz, qui entrent en vigueur le 1er mars 1988.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 février 1988.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires sociales,  
J.-L. DEHAENE

## EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 514

#### 26 NOVEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon organique de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment le titre II, modifié par la loi du 31 décembre 1966;

Vu le décret du 2 juillet 1987 érigeant en Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau;

Vu l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et autres services des Ministères;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 2 juillet 1987 érigeant en entreprise régionale de production et d'adduction d'eau le service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et du grand transport d'eau;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné en date du 9 juillet 1987;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné en date du 9 novembre 1987;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

#### CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Ministre » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a dans ses attributions la politique de l'eau et notamment les matières visées à l'article 6, § 1er, V, 1°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

2° « Ministre du Budget » : le Ministre, membre de l'Exécutif régional wallon, qui a dans ses attributions le budget et les finances;

3° « Entreprise régionale » : l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau;

4° « Comité » : le Comité de surveillance de l'Entreprise régionale de production et d'adduction d'eau.

CHAPITRE II. — *Du budget*

Art. 2. § 1er. Le projet de budget annuel de l'Entreprise régionale est divisé en trois sections comprenant : les opérations courantes, les opérations en capital, mentionnées selon leur nature, sous les mêmes numéros d'articles et les mêmes littéras que le budget de la Région wallonne et les opérations pour ordre.

L'année budgétaire prend cours le 1er janvier et est clôturée le 31 décembre.

§ 2. Le projet de budget est annexé au projet de budget des dépenses de la Région wallonne — partie Ministère de la Région wallonne.

Le budget de l'Entreprise régionale est approuvé par le Conseil régional wallon. Cette approbation est acquise par le vote des dispositions qui le concernent dans le décret contenant le budget de dépenses de la Région wallonne.

§ 3. Les recettes résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

Les autres recettes sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les droits au profit de la Région ont été établis.

§ 4. Les dépenses résultant de la fourniture de biens ou de services sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle la fourniture est effectuée.

Les autres dépenses sont imputées au budget de l'année au cours de laquelle les obligations à charge de la Région ont été établies.

§ 5. Pour les programmes de travaux et de fournitures dont le délai d'exécution est supérieur à douze mois, le budget prévoit :

1° le montant des engagements qui peuvent être contractés pendant l'année budgétaire;

2° le montant qui pourra être liquidé au cours de l'année budgétaire, en vue d'apurer des engagements contractés tant pendant cette année qu'au cours des années antérieures.

Un état d'évaluation du coût total des programmes et de leur degré d'avancement est joint au projet de budget.

Art. 3. § 1er. La section des opérations courantes peut comprendre des crédits non limitatifs; dans ce cas, le libellé du crédit le mentionne.

§ 2. Le Ministre peut opérer des transferts entre les crédits inscrits dans la section des opérations courantes.

CHAPITRE III. — *De la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 4. § 1er. La comptabilité est subdivisée en deux parties :

1° la comptabilité budgétaire tenue en partie simple, qui a pour objet de suivre l'exécution du budget et de surveiller le niveau des engagements de dépenses et la comptabilité commerciale et industrielle, tenue en partie double, qui a pour objet l'enregistrement journalier des opérations.

2° la comptabilité budgétaire doit permettre d'établir le compte d'exécution du budget au 31 décembre.

3° la comptabilité commerciale et industrielle doit permettre de dégager le prix de revient des produits et des services ainsi que le résultat d'exploitation. Elle doit permettre également d'établir le compte des profits et pertes et le bilan.

§ 2. Les variations du patrimoine sont enregistrées dans un compte spécial.

§ 3. Une situation financière sera présentée au Ministre, le 1er mai et le 1er septembre de chaque année.

Art. 5. § 1er. Les comptes de l'Entreprise régionale sont transmis au Ministre du Budget, au plus tard le 31 mars de l'année qui suit celle à laquelle ils se rapportent. Ce Ministre les soumet à la Cour des comptes avant le 30 avril de la même année.

§ 2. Le compte d'exécution du budget fait l'objet d'un projet de décret de règlement du budget soumis au Conseil régional wallon, au plus tard le 30 septembre de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

§ 3. Le compte des profits et pertes ainsi que le bilan sont annexés au projet de décret de règlement du budget de l'Entreprise régionale.

CHAPITRE IV. — *Du contrôle*

Art. 6. L'Inspecteur des Finances désigné par le Ministre du Budget exerce un contrôle sur l'Entreprise régionale conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 octobre 1961, portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Art. 7. Le Ministre et le Ministre du Budget arrêtent conjointement les modalités de contrôle des écritures qui enregistrent les opérations comptables et les engagements de dépenses de l'Entreprise régionale.

Art. 8. § 1er. Les comptes et le bilan de l'Entreprise régionale sont soumis à la Cour des comptes qui peut organiser sur place le contrôle de la comptabilité.

§ 2. La Cour des comptes peut se faire communiquer, en tout temps, tous états, renseignements ou éclaircissements relatifs aux recettes et aux dépenses ainsi qu'aux avoirs et aux dettes de l'Entreprise régionale.

§ 3. Les dépenses de l'Entreprise régionale sont liquidées et payées sans l'intervention de la Cour des comptes.

CHAPITRE V. — *Des règles de gestion*

Art. 9. § 1er. Les frais d'exploitation et de maintenance exposés par l'Entreprise ainsi que les frais d'amortissement et de renouvellement des biens meubles sont à charge de celle-ci.

§ 2. Les frais d'amortissement et de renouvellement des biens immeubles réalisés à charge du budget de l'Entreprise sont à charge de celle-ci, à concurrence de 40 p.c.

§ 3. Les parts des frais d'amortissement et de renouvellement des biens immeubles réalisés à charge du budget de la Région wallonne sont fixés par le Ministre et le Ministre du Budget, lors de la mise des biens à la disposition de l'Entreprise; la part maximum à charge de l'Entreprise est de 40 p.c.

Art. 10. Le montant du boni enregistré par l'Entreprise régionale à la fin d'une année budgétaire est affecté au fonds de réserve : tout dépassement du montant maximum du fonds de réserve prévu à l'article 6 du décret du 2 juillet 1987, est versé en recette au budget des recettes de la Région wallonne.

Le montant du mali enregistré par l'Entreprise régionale à la fin d'une année budgétaire, est à charge des crédits ouverts à cet effet au budget du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 11.** Les fournitures et les services effectués par l'Entreprise régionale en faveur de services du Ministère de la Région wallonne ou d'autres entreprises régionales, donnent lieu à paiement; il en est de même des fournitures et des services effectués par le Ministère de la Région wallonne ou par d'autres entreprises régionales à l'Entreprise régionale.

Le Ministre peut déroger aux dispositions de l'alinéa précédent, dans des cas particuliers, avec l'accord du Ministre du Budget.

**Art. 12.** Les charges assumées par la Région wallonne pour compte de l'Entreprise régionale lui sont remboursées par celle-ci; ce remboursement peut s'opérer sur une base forfaitaire fixée conjointement par le Ministre et le Ministre du Budget.

L'Entreprise régionale rembourse de la même manière les dépenses d'administration générale résultant du contrôle de ses opérations.

**Art. 13.** L'Entreprise régionale peut recouvrer ses créances dans les formes prescrites par les recouvrements en matière domaniale.

Le responsable du service du Ministère de la Région wallonne chargé de la production et de l'adduction d'eau est chargé d'exercer les actions, de décerner les contraintes, de les viser et de les rendre exécutoires. A cet effet, il peut faire appel aux fonctionnaires de l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines.

#### CHAPITRE VI. — De la trésorerie et des comptes courants

**Art. 14. § 1er.** Les entrées et les sorties de fonds de l'Entreprise régionale sont effectuées à l'intervention de ses comptables.

Les comptables tiennent les fonds en caisse ou en dépôt à l'Office des chèques postaux.

**§ 2.** Le règlement de l'Entreprise régionale, approuvé par le Ministre du Budget, détermine le montant maximum des fonds que les comptables peuvent conserver en espèces ou en dépôt à l'Office des chèques postaux.

Les sommes excédant ce montant sont déposées en compte courant au Trésor, pour compte de l'Entreprise régionale.

Ce compte courant peut être productif d'un intérêt à fixer de commun accord par le Ministre et le Ministre du Budget.

**§ 3.** Le Ministre peut déroger aux dispositions des précédents alinéas, dans des cas particuliers, avec l'accord du Ministre du Budget.

**Art. 15.** Si les disponibilités de l'Entreprise régionale sont temporairement insuffisantes, le Ministre du Budget peut lui accorder des avances pour un terme qui ne dépasse pas un an, à charge du budget de la Région wallonne, pour couvrir les dépenses urgentes prévues à son budget.

#### CHAPITRE VII. — Du personnel

**Art. 16. § 1er.** Le personnel de l'Entreprise comprend :

- des agents statutaires, dans les limites du cadre organique du Ministère de la Région wallonne;
- du personnel de complément et de remplacement engagé à temps ou pour un objet déterminé.

**§ 2.** Les agents de la Région wallonne sont soumis aux dispositions statutaires qui les concernent.

**§ 3.** Le personnel de complément ou de remplacement est engagé sous contrat par le Ministre sur proposition du Comité de Surveillance en respectant les prescriptions de l'arrêté royal du 7 mars 1974 relatif au recrutement des agents dans les administrations et les autres services des Ministères et de l'article 87 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

**§ 4.** Le calcul et le paiement des rémunérations du personnel ainsi que les allocations accessoires au traitement sont effectués par le Service central des dépenses fixes, à la charge du compte courant ouvert, dans les écritures de la Trésorerie du Ministère des Finances, à l'entreprise.

#### CHAPITRE VIII. — Dispositions finales

**Art. 17.** Lors de l'introduction du premier projet de budget de l'Entreprise régionale, le Ministre et le Ministre du Budget établissent conjointement un bilan d'ouverture, sur base d'un inventaire des éléments constitutifs du patrimoine.

Les valeurs actives et passives à porter à l'inventaire sont arrêtées après avis du Comité de Surveillance.

**Art. 18.** Sont abrogés :

- l'arrêté du 9 juillet 1987 de l'Exécutif régional wallon organique de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 juillet 1987 accordant des délégations de pouvoir et de signature pour l'exécution du budget de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont »;
- l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 juin 1987 relatif au comité de surveillance de l'entreprise d'Etat « Complexe du Barrage de Nisramont ».

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1988.

**Art. 20.** Le Ministre et le Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 514

26. NOVEMBER 1987. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive,  
der die Grundordnung des regionalen Betriebes für Wassergewinnung und -zufuhr festlegt

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Juni 1963 zur Abänderung und Ergänzung der Gesetze über die Buchführung des Staates, insbesondere des Titels II, abgeändert durch das Gesetz vom 31. Dezember 1966;

Aufgrund des Dekrets vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport grosser Wassermengen in einen regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 7. März 1974 über die Anstellung der Staatsbediensteten in die Verwaltungen und die anderen Dienste der Ministerien;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Festlegung des Datums des Inkrafttretens des Dekretes vom 2. Juli 1987, das die Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region für die Wassergewinnung und den Transport grosser Wassermengen in einen regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr umwandelt;

Aufgrund des am 9. Juli 1987 gegebenen Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeiten der Haushalt gehört;

Aufgrund des am 9. November 1987 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

KAPITEL I. — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses bedeutet :

1° « Minister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten die Wasserpolitik, und nämlich die unter Artikel 6, § 1, V, Punkt 1 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen erwähnten Angelegenheiten gehören;

2° « Haushaltsminister » : den Minister, Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeiten der Haushalt und die Finanzen gehören;

3° « regionaler Betrieb » : den Regionalen Betrieb für Wassergewinnung und -zufuhr;

4° « Ausschuss » : den Aufsichtsausschuss des regionalen Betriebs für Wassergewinnung und -zufuhr.

KAPITEL II. — *Haushaltsplan*

Art. 2. § 1. Der jährliche Haushaltsplanentwurf des regionalen Betriebs gliedert sich aus drei Abteilungen zusammen : aus den laufenden Geschäften, aus den ihrer Gattung nach unter den gleichen Artikelnummern und den gleichen Buchstaben wie der Haushaltsplan der Wallonischen Region erwähnten Kapitalgeschäften und aus den mit Fremdmitteln getätigten Geschäften.

Das Haushaltsjahr beginnt am 1. Januar und wird am 31. Dezember abgeschlossen.

§ 2. Der Haushaltsplanentwurf ist dem Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region — Teil Ministerium der Wallonischen Region — beizufügen. Der Haushaltsplan des regionalen Betriebs ist von dem Wallonischen Regionalrat zu genehmigen. Diese Genehmigung wird durch die Verabschiedung der ihn im Dekret zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region betreffenden Bestimmungen erteilt.

§ 3. Die Einnahmen aus Lieferungen oder Dienstleistungen sind in den Haushaltsplan des Jahres, im Laufe dessen die Lieferungen bzw. die Leistungen stattgefunden haben, zu verbuchen.

Die sonstigen Einnahmen sind in den Haushaltsplan des Jahres, im Laufe dessen die Ansprüche der Region, auf Gewinn festgelegt worden sind, zu verbuchen.

§ 4. Die Ausgaben aus Lieferungen oder Dienstleistungen sind auf den Haushaltsplan des Jahres, im Laufe dessen die Lieferungen bzw. die Leistungen stattgefunden haben, anzurechnen.

Die sonstigen Ausgaben sind auf den Haushaltsplan des Jahres, im Laufe dessen die Verbindlichkeiten zu Lasten der Region festgelegt worden sind, anzurechnen.

§ 5. Für Programme hinsichtlich Arbeiten und Zulieferungen, deren Ausführungsfrist mehr als zwölf Monate beträgt, sind

1° der Betrag der etwaigen Verpflichtungen, die im Laufe des Haushaltsjahres eingegangen werden können;

2° der Betrag, der im Laufe des Haushaltsjahres zur Bereinigung der sowohl im Laufe dieses Jahres als auch der früheren Jahre eingegangenen Verpflichtungen ausgezahlt werden kann, im Haushaltsplan vorzusehen.

Eine Schätzungsaufstellung der Gesamtkosten der Programme und ihres erreichten Standes ist dem Haushaltsplan beizufügen.

Art. 3. § 1. Die Abteilung der laufenden Geschäfte kann uneingeschränkte Mittel enthalten; in diesem Fall ist es im Buchungstext des Haushaltsmittels zu erwähnen.

§ 2. Der Minister kann Mittel, die in der Abteilung der laufenden Geschäfte eingetragen sind, umbuchen.

KAPITEL III. — *Buchführung und Rechnungslegung*

Art. 4. § 1. Die Buchführung setzt sich aus zwei Teilen zusammen :

1° aus der einfachen Haushaltsführung, die als Aufgabe hat, den Haushaltsvollzug zu verfolgen und die Höhe der Mittelbindung zu überwachen, und aus der doppelten Geschäfts- und Betriebsbuchführung, die die tägliche Buchung der Geschäfte zur Aufgabe hat.

2° Die Haushaltsführung dient der Festlegung der Haushaltsvollzugsrechnung am 31. Dezember.

3° Die Geschäfts- und Betriebsbuchführung dient der Ermittlung des Gesteherungspreises der Erzeugnisse und Dienste und des Betriebsergebnisses. Sie dient ebenfalls der Aufstellung der Gewinn- und Verlustrechnung und der Bilanz.

§ 2. Die Vermögensänderungen sind in eine Sonderrechnung zu buchen.

§ 3. Ein Bericht über die Finanzlage ist dem Minister am 1. Mai und am 1. September eines jeden Jahres vorzulegen.

Art. 5. § 1. Die Konten des regionalen Betriebs sind dem Haushaltsminister spätestens am 31. März des Jahres, das dem Jahr, auf das sie sich beziehen, folgt, vorzulegen. Dieser Minister unterbreitet sie dem Rechnungshof vor dem 30. April desselben Jahres.

§ 2. Die Haushaltsvollzugsrechnung bildet den Gegenstand eines Dekretentwurfs zur Festlegung des Haushaltsplans, der dem Wallonischen Regionalrat spätestens am 30. September des Jahres, das dem Jahr, auf das er sich bezieht, folgt, vorzulegen ist.

§ 3. Die Gewinn- und Verlustrechnung und die Bilanz sind dem Dekretentwurf zur Festlegung des Haushaltsplans des regionalen Betriebs beizufügen.

#### KAPITEL IV. — Kontrolle

Art. 6. Der vom Haushaltsminister bezeichnete Finanzinspektor übt die Kontrolle über den regionalen Betrieb gemäss den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 5. Oktober 1961 zur Organisation der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle aus.

Art. 7. Der Minister und der Haushaltsminister legen gemeinsam die Kontrollmodalitäten der Bücher, die die Rechnungsvorgänge und die Mittelbindung des regionalen Betriebs erfassen, fest.

Art. 8. § 1. Die Rechnungen und die Bilanz des regionalen Betriebs sind dem Rechnungshof zu unterbreiten, der die Kontrolle der Buchführung an Ort und Stelle organisieren kann.

§ 2. Es steht dem Rechnungshof jederzeit zu, jede Aufstellung, Auskünfte oder Erläuterungen über die Einnahmen und Ausgaben sowie über das Guthaben und die Verbindlichkeiten des regionalen Betriebs zu verlangen.

§ 3. Die Ausgaben des regionalen Betriebs werden ohne Eingreifen des Rechnungshofs ausgezahlt und entrichtet.

#### KAPITEL V. — Verwaltungsordnung

Art. 9. § 1. Die Betriebs- und Wartungskosten sowie die Abschreibungs- und Erneuerungskosten der beweglichen Güter des Betriebs gehen zu seinen Lasten.

§ 2. Die zu Lasten des Haushaltsplans des Betriebs entstandenen Abschreibungs- und Erneuerungskosten der unbeweglichen Güter gehen zu seinen Lasten bis zur Höhe von 40 Pzt.

§ 3. Die zu Lasten des Haushaltsplans des Ministeriums der Wallonischen Region entstandenen Abschreibungs- und Erneuerungskosten der unbeweglichen Güter werden vom Minister und vom Haushaltsminister bestimmt, wenn die Güter zur Verfügung des Betriebs gestellt werden; der maximale Anteil zu Lasten des Betriebs beträgt 40 Pzt.

Art. 10. Der am Ende eines Haushaltsjahres vom Betrieb gebuchte Mehrbetrag ist an einen Reservefonds zuzuweisen; jede Überschreitung des maximalen Betrags des in Artikel 6 des Dekrets vom 2. Juli 1987 vorgesehenen Reservefonds ist dem Einnahmenhaushaltsplan der Wallonischen Region zuzuführen.

Der am Ende des Haushaltsjahres vom Betrieb verzeichnete Fehlbetrag geht zu Lasten der zu diesem Zweck im Haushaltsplan des Ministeriums der Wallonischen Region bewilligten Haushaltsmittel.

Art. 11. Die vom regionalen Betrieb zu Gunsten der Dienststellen des Ministeriums der Wallonischen Region oder anderer regionaler Betriebe vorgenommenen Lieferungen und Dienste sind entgeltlich; dasselbe gilt für die vom Ministerium der Wallonischen Region oder von anderen regionalen Betrieben zu Gunsten des Regionalen Betriebs vorgenommenen Lieferungen und Dienste.

In besonderen Fällen darf der Minister mit dem Einverständnis des Haushaltsministers von den Bestimmungen des vorstehenden Absatzes abweichen.

Art. 12. Der regionale Betrieb hat dem Ministerium der Wallonischen Region die vom letzteren für seine Rechnung getragenen Lasten zurückzuzahlen; diese Zurückzahlung kann auf einer gemeinsam vom Minister und vom Haushaltsminister festgelegten Pauschalbasis erfolgen.

Der regionale Betrieb hat die aus der Kontrolle der Vorgänge herrührenden Aufwendungen für die allgemeine Verwaltung gleicherweise zurückzuzahlen.

Art. 13. Der regionale Betrieb kann seine Forderungen in den für die Zahlungen in domanialen Angelegenheiten vorgeschriebenen Formen einziehen.

Der Verantwortliche der mit der Wassergewinnung und dem Transport grosser Wassermengen betrauten Dienststelle des Ministeriums der Wallonischen Region wird damit beauftragt, die Klagen zu erheben, die Zahlungsbefehle zu erlassen, sie abzuzeichnen und vollstreckbar zu machen. Zu diesem Zweck steht es ihm zu, die Bediensteten der Verwaltung der Mehrwertsteuer, der Registrierung und der Domänen einzusetzen.

#### KAPITEL VI. — Kassenbestand und laufende Konten

Art. 14. § 1. Die Geldeingänge und -ausgänge des regionalen Betriebs erfolgen auf Intervention seiner Rechnungsführer. Die Rechnungsführer bewahren die Gelder in der Kasse auf oder geben sie in Verwahrung beim Postscheckamt.

§ 2. Der maximale Betrag der Mittel, die die Rechnungsführer als Bargelder oder als Depositengelder beim Postscheckamt aufbewahren, ist in der von dem Haushaltsminister genehmigten Ordnung des regionalen Betriebs festzulegen.

Die diesem Betrag übersteigenden Summen sind als Sichteinlagen beim Schatzamt für Rechnung des regionalen Betriebs aufzubewahren.

Diese Sichteinlagen können Zinsen tragen, die der Minister und der Haushaltsminister gemeinsam festzulegen haben.

§ 3. In besonderen Fällen kann der Minister mit dem Einverständnis des Haushaltsministers von den Bestimmungen der vorstehenden Absätze abweichen.

Art. 15. Sind die flüssigen Mittel des regionalen Betriebs vorübergehend unzureichend, so kann der Haushaltsminister ihm zu Lasten des Haushaltsplans der Wallonischen Region Vorschüsse zwecks Deckung der in seinem Haushaltsplan vorgesehenen dringenden Ausgaben für einen Zeitraum, der nicht mehr als ein Jahr beträgt, gewähren.

#### KAPITEL VII. — *Personal*

Art. 16. § 1. Das Personal des regionalen Betriebs hat die folgende Zusammensetzung :

- ständige Bedienstete innerhalb des Grundstellenplans des Ministeriums der Wallonischen Region;
- Ergänzungs- und Ersatzpersonal, das auf Zeit oder für einen bestimmten Anlass angestellt wird.

§ 2. Die Bediensteten der Wallonischen Region unterliegen den statutmässigen Bedingungen, die sie betreffen.

§ 3. Das Ergänzungspersonal bzw. das Ersatzpersonal wird vom Minister auf Vorschlag des Aufsichtsausschusses und unter Einhaltung der Vorschriften des Königlichen Erlasses vom 7. März 1974 über die Anstellung der Bediensteten in die Verwaltungen und in die anderen Dienststellen der Ministerien sowie des Artikels 87 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vertragsmässig angestellt.

§ 4. Die Berechnung und die Auszahlung der Gehälter des Personals sowie der Gehaltsnebenzulagen werden von der Zentraldienststelle der festen Ausgaben zu Lasten des für den Betrieb in den Büchern des Schatzamtes des Ministeriums der Finanzen eröffneten Kontokorrents durchgeführt.

#### KAPITEL VIII. — *Schlussbestimmungen*

Art. 17. Bei der Einreichung des ersten Haushaltsplanentwurfs des regionalen Betriebs haben der Minister und der Haushaltsminister eine Eröffnungsbilanz aufgrund einer Bestandsaufnahme der Vermögenselemente gemeinsam aufzustellen.

Die in die Bestandsliste aufzunehmenden Aktiv- und Passivwerte werden nach Stellungnahme des Aufsichtsausschusses festgelegt.

Art. 18. Die nachstehenden Erlasse werden aufgehoben :

- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Organisation des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. Juli 1987 zur Erteilung der Ermächtigungen und der Unterschriftsberechtigungen für die Ausführung des Haushaltsplans des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont »;
- der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Juni 1987 über den Aufsichtsausschuss des Staatsbetriebs « Complexe du Barrage de Nisramont ».

Art. 19. Vorliegender Erlass tritt am 1. Januar 1988 in Kraft.

Art. 20. Der Minister und der Haushaltsminister sind, jeder für das, das ihn betrifft, mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 26. November 1987.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region.

A. LIENARD

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 514

#### 26 NOVEMBER 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende organisatie van het gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, inzonderheid op titel II, gewijzigd bij de wet van 31 december 1966;

Gelet op het decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en diensten van de Ministeries;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 2 juli 1987 tot omzetting in een gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met productie en het groot vervoer van water;

Gelet op de instemming van de Minister tot wiens bevoegdheden de begroting behoort, gegeven op 9 juli 1987;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 november 1987;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,  
Besluit:

#### HOOFDSTUK I. — *Begripsbepalingen*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « Minister » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheden het waterbeleid en meer bepaald de in artikel 6, § 1, V, 1°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen bedoelde aangelegenheden behoren;

2° « Minister voor Begroting » : de Minister, lid van de Waalse Gewestexecutieve, tot wiens bevoegdheden de begroting en de financiën behoren;

3° « Gewestelijk bedrijf » : het gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding;

4° « Comité » : het toezichtcomité van het gewestelijk bedrijf van waterproductie en -leiding.

#### HOOFDSTUK II. — *De begroting*

**Art. 2. § 1.** Het ontwerp van de jaarlijkse begroting van het gewestelijk bedrijf wordt verdeeld in drie secties die behelzen: de gewone verrichtingen, de vermogensverrichtingen, vermeld volgens hun aard, onder dezelfde nummers van artikels en dezelfde litteras dan de begroting van het Waalse Gewest en de verrichtingen voor orde.

Het begrotingsjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

§ 2. Het begrotingsontwerp wordt bijgevoegd aan het begrotingsontwerp van de uitgaven van het Waalse Gewest — deel Ministerie van het Waalse Gewest. De begroting van het gewestelijk bedrijf wordt goedgekeurd door de Waalse Gewestraad. Deze goedkeuring wordt verkregen bij de stemming van de bepalingen die er betrekking op hebben in het decreet houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest.

§ 3. De ontvangsten welke voortvloeien uit de levering van goederen of van diensten worden aangerekend op de begroting van het jaar gedurende hetwelk de levering uitgevoerd is.

De andere ontvangsten worden aangerekend op de begroting van het jaar gedurende hetwelk de rechten ten voordele van het Gewest vastgesteld werden.

§ 4. De uitgaven welke voortvloeien uit de levering van goederen of van diensten worden aangerekend op de begroting van het jaar gedurende hetwelk de levering uitgevoerd is.

De andere uitgaven worden aangerekend op de begroting van het jaar gedurende hetwelk de verplichtingen ten laste van het Gewest vastgesteld werden.

§ 5. In de programma's van werken en leveringen waarvan het uitvoeringstermijn hoger is dan twaalf maanden voorziet de begroting :

1° het bedrag van de vastleggingen welke kunnen aangegaan worden tijdens het begrotingsjaar;

2° het bedrag dat zal vereffend kunnen worden tijdens het begrotingsjaar, met het oog op de aanzuivering van de vastleggingen aangegaan zowel tijdens dit jaar dan tijdens de vorige jaren.

Een ramingsstaat van de totaal kosten van de programma's en van hun vorderingsstaat wordt bij het begrotingsontwerp gevoegd.

**Art. 3. § 1.** De sectie van de gewone verrichtingen kan niet-beperkende kredieten bevatten; in dit geval duidt de kredietmelding het aan.

§ 2. De Minister kan overschrijvingen onder de kredieten ingeschreven in de sectie van de gewone verrichtingen bewerkstelligen.

#### HOOFDSTUK III. — *De boekhouding en de rekening en verantwoording*

**Art. 4. § 1.** De boekhouding wordt in twee delen gesplitst :

1° de begrotingsboekhouding gehouden in eenvoudig gedeelte welke tot doel heeft de uitvoering van de begroting te volgen en toezicht te houden op het niveau van de vastleggingen van de uitgaven evenals de commerciële en industriële boekhouding, gehouden in dubbel gedeelte welke tot doel heeft het dagelijks opnemen van de verrichtingen;

2° de begrotingsboekhouding moet het opmaken van de uitvoeringsrekening van de begroting op 31 december toelaten;

3° de commerciële en industriële boekhouding moet het belichten van de kostprijs van de produkten en diensten evenals het uitbatingsresultaat toelaten. Zij moet tevens het opmaken van de winst- en verliesrekening en van de balans toelaten.

§ 2. De veranderingen in het vermogen worden op een bijzondere rekening opgenomen.

§ 3. De financiële toestand zal aan de Minister voorgedragen worden op 1 mei en 1 september van elk jaar.

**Art. 5. § 1.** De rekeningen van het gewestelijk bedrijf worden aan de Minister voor Begroting overgemaakt ten laatste op 31 maart van het jaar volgend dat waar ze betrekking op hebben. Deze Minister legt ze voor aan het Rekenhof vóór 30 april van hetzelfde jaar.

§ 2. De uitvoeringsrekening van de begroting is het onderwerp van een ontwerp van decreet tot regeling van de begroting voorgelegd aan de Waalse Gewestraad ten laatste op 30 september van het jaar volgend dat waar ze betrekking op heeft.

§ 3. De winst- en verliesrekening evenals de balans worden aan het ontwerp van decreet tot regeling van de begroting van het gewestelijk bedrijf bijgevoegd.

#### HOOFDSTUK IV. — *De controle*

**Art. 6.** De Inspecteur van Financiën aangewezen door de Minister voor Begroting houdt controle op het gewestelijk bedrijf overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 oktober 1981 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

**Art. 7.** De Minister en de Minister voor Begroting bepalen gezamenlijk de modaliteiten van controle van de geschriften die de boekhoudingsverrichtingen en de vastleggingen van uitgaven van het gewestelijk bedrijf opnemen.

**Art. 8. § 1.** De rekeningen en de balans van het gewestelijk bedrijf worden voorgelegd aan het Rekenhof die ter plaatse de controle van de boekhouding kan organiseren.

§ 2. Op elk ogenblik kan het Rekenhof alle staten, inlichtingen of ophelderingen betreffende de ontvangsten en de uitgaven evenals het bezit en de schulden van het gewestelijk bedrijf zich laten meedelen.

§ 3. De uitgaven van het gewestelijk bedrijf worden vereffend en betaald zonder tussenkomst van het Rekenhof.

HOOFDSTUK V. — *De regels van beheer*

Art. 9. § 1. De uitbatings- en onderhoudskosten medegedeeld door het bedrijf evenals de aflossings- en vernieuwingskosten van de roerende goederen zijn ter hare last.

§ 2. De aflossings- en vernieuwingskosten van de onroerende goederen verricht ten laste van de begroting van het bedrijf zijn ter hare last ten belope van 40 pct.

§ 3. De delen van de ten laste van de begroting van het Waalse Gewest verrichte aflossings- en vernieuwingskosten van onroerende goederen worden vastgesteld door de Minister en de Minister voor Begroting bij de aan het bedrijf ter beschikkingstelling van de goederen; het maximum deel ten laste van het bedrijf is 40 pct.

Art. 10. Het bedrag van het saldo geboekt door het gewestelijk bedrijf op het einde van een begrotingsjaar wordt voor het reservefonds bestemd : elk overschrijding van het maximum bedrag van het door artikel 6 van het decreet van 2 juli 1987 voorziene reservefonds wordt als ontvangst bij de begroting van de ontvangsten van het Waalse Gewest gestort.

Het bedrag van het tekort geboekt door het gewestelijk bedrijf op het einde van een begrotingsjaar is ten laste van de voor dit doel geopende kredieten in de begroting van het Ministerie van het Waalse Gewest.

Art. 11. De leveringen en de diensten verricht door het gewestelijk bedrijf ten gunste van diensten van het Ministerie van het Waalse Gewest geven aanleiding tot vergoeding; hetzelfde geldt voor de leveringen en diensten verricht door het Ministerie van het Waalse Gewest of door andere gewestelijke bedrijven voor het gewestelijk bedrijf.

De Minister kan afwijken van de bepalingen van vorig lid, in bijzondere gevallen, mits toestemming van de Minister voor Begroting.

Art. 12. De lasten gedragen door het Waalse Gewest voor rekening van het gewestelijk bedrijf worden haar door deze terugbetaald; deze terugbetaling kan geschieden op een forfaitaire basis gezamenlijk vastgesteld door de Minister en de Minister voor Begroting.

Het gewestelijk bedrijf betaalt volgens dezelfde wijze de uitgaven van algemene administratie terug welke voortvloeiën uit de controle van haar verrichtingen.

Art. 13. Het gewestelijk bedrijf kan haar schulden innen in de vormen voorgeschreven door de terugvordering inzake domeinen.

De verantwoordelijke van de dienst van het Ministerie van het Waalse Gewest belast met de productie en het groot vervoer van water wordt belast met het verrichten van vorderingen, het uitvaardigen van dwangbevelen, het viseren ervan en ze uitvoerbaar te maken. Voor dit doel kan hij beroep doen op de ambtenaren van de Administratie van de Belasting op de Toegevoegde Waarde, Registratie en Domeinen.

HOOFDSTUK VI. — *De Schatkist en de lopende rekeningen*

Art. 14. § 1. De ontvangsten en de uitgaven van het fonds van het gewestelijk bedrijf worden verricht door bemiddeling van zijn boekhouders. De boekhouders houden de fondsen in de kas of in deposito bij de postchequedienst.

§ 2. Het reglement van het gewestelijk bedrijf goedgekeurd bij de Minister voor Begroting bepaalt het maximum bedrag van de fondsen welke de boekhouders mogen bewaren in gelden of in deposito bij de postchequedienst.

De bedragen die hoger zijn dan dit bedrag worden gedeponereerd op een lopende rekening bij de Schatkist, voor rekening van het gewestelijk bedrijf.

Deze lopende rekening kan een door de Minister en de Minister voor Begroting eenstemmig vastgesteld interest opbrengen.

§ 3. De Minister kan afwijken van de bepalingen van de vorige leden, in bijzondere gevallen, mits toestemming van de Minister voor Begroting.

Art. 15. Indien de liquide middelen van het gewestelijk bedrijf tijdelijk onvoldoende zijn, kan de Minister voor Begroting er voorschotten aan toestaan voor een termijn dat niet langer is dan één jaar, ten laste van de begroting van het Waalse Gewest, om de in zijn begroting voorziene dringende uitgaven te dekken.

HOOFDSTUK VII. — *Het personeel*

Art. 16. § 1. Het personeel van het bedrijf is samengesteld uit :

— de statutaire ambtenaren, binnen de grenzen van de personeelsformatie van het Ministerie van het Waalse Gewest;

— het aanvullings- en vervangingspersoneel aangeworven voor een bepaalde tijd of doel.

§ 2. De ambtenaren van het Waalse Gewest zijn onderworpen aan de statutaire bepalingen die op hen betrekking hebben.

§ 3. Het aanvullings- of vervangingspersoneel wordt onder contract aangeworven door de Minister op voordracht van het toezichtscomité met inachtneming van de voorschriften van het koninklijk besluit van 7 maart 1974 betreffende de werving van personeelsleden in de besturen en diensten van de Ministeries en van artikel 87 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

§ 4. Het berekenen en het betalen van de lonen van het personeel evenals de aan de wedde bijkomende vergoedingen worden door de Centrale Dienst der Vaste Uitgaven verricht, ten laste van de in de geschriften van de Schatkist van het Ministerie van Financiën voor het bedrijf geopende lopende rekening.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Bij de indiening van het eerste begrotingsontwerp van het gewestelijk bedrijf, stellen de Minister en de Minister voor Begroting eenstemmig een openingsbalans op, op basis van een inventaris van de bestanddelen van het vermogen.

De op de inventaris te brengen waarden van activa en passiva worden bepaald na advies van het toezichtscomité.

Art. 18. Worden opgeheven :

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 houdende organisatie van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »;

— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 juli 1987 tot verlening van bevoegdheids- en onderteekingsopdrachten inzake de uitvoering van de begroting van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont »;



— het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 juni 1987 betreffende het toezichtscomité van het staatsbedrijf « Stuwdamcomplex Nisramont ».

Art. 19. Dit besluit treedt in kracht op 1 januari 1988.

Art. 20. De Minister en de Minister voor Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën,  
de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

F. 88 — 515

**10 DECEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon accordant une bonification dite de restructuration et une prime de productivité à certains membres du personnel de la Société wallonne des Distributions d'Eau**

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment ses articles 6, § 1<sup>er</sup>, V, 1<sup>o</sup> et 13, § 3 et § 6;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment son article 11, § 1<sup>er</sup>;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Vu le décret du Conseil régional wallon du 23 avril 1986 portant constitution d'une Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1987 accordant une bonification dite de restructuration à certains membres du personnel de la S.N.D.E.;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1987 accordant une prime de productivité aux membres du personnel de la S.N.D.E.;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 décembre 1986 portant approbation des modifications statutaires de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu l'accord du Ministre-Président de la Région wallonne chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel, donné le 9 juillet 1987;

Vu l'accord du Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région wallonne, donné le 9 juillet 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est urgent de fixer sur cet objet le statut du personnel de la Société wallonne des Distributions d'Eau afin d'éviter toute discrimination entre les agents de cette société;

Vu la décision du Conseil d'administration de la Société wallonne des Distributions d'Eau du 5 juin 1987;

Vu l'avis du Comité de Secteur XVI du 4 décembre 1987;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 22 avril 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement et modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 23 décembre 1985 fixant la répartition des compétences entre les Ministres, membres de l'Exécutif;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les dispositions de l'arrêté royal du 8 avril 1987 accordant une bonification dite de restructuration à certains membres du personnel de la Société nationale des Distributions d'Eau et de l'arrêté royal du 8 avril 1987 accordant une prime de productivité aux membres du personnel de la Société nationale des Distributions d'Eau sont applicables à l'ensemble des membres du personnel de la Société wallonne des Distributions d'Eau à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1987.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1987.

**Art. 3.** Le Ministre de la Région wallonne qui a le personnel dans ses attributions et le Ministre de la Région wallonne qui a la politique de l'Eau dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 10 décembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé des Technologies nouvelles,  
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. LIENARD